

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC
11 Laurier St., / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1/Noyau 0A1
Gatineau
Québec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Informatics Professional Services - EL
Division/Services professionnels en informatique -
division EL
4C2, Place du Portage
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet RFP SYSTEMS INTEGRATOR	
Solicitation No. - N° de l'invitation 47060-148584/A	Amendment No. - N° modif. 001
Client Reference No. - N° de référence du client 1000318584	Date 2014-07-04
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$EL-609-27729	
File No. - N° de dossier 609el.47060-148584	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2014-09-15	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Bastien, Josée	Buyer Id - Id de l'acheteur 609el
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-6770 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

La modification numéro 001 est émise afin de répondre aux questions suivantes des fournisseurs:

QUESTION 1

Pièce jointe 1 – Évaluation de la phase 1– Tableau des réponses des soumissionnaires – Exigences O1.1 et O1.2 Le tableau des réponses des soumissionnaires correspondant à chacune de ces exigences renferme une colonne confirmant qu'on a ou qu'on n'a pas respecté l'exigence et une autre colonne destinée à la réponse du soumissionnaire.

Puisqu'on précise qu'il s'agit là d'une exigence obligatoire qu'on respecte ou qu'on ne respecte pas et que le tableau des réponses renferme une colonne destinée à recevoir cette réponse, l'État peut-il clarifier la réponse ou les données additionnelles qu'on s'attend à recevoir du soumissionnaire dans la colonne Réponse du soumissionnaire?

RÉPONSE 1

La clause 3.3 Exigences de présentation des offres pour la phase 1, Section I : Offre technique – Phase 1, stipule:

Dans leur offre technique de la phase 1, les soumissionnaires doivent démontrer qu'ils comprennent les exigences énoncées dans l'appel d'offres et expliquer la façon dont ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires doivent démontrer leur capacité et décrire leur approche de manière détaillée, concise et claire en ce qui concerne la réalisation des travaux. L'offre technique de la phase 1 doit comporter une description claire et suffisamment détaillée des points régis par les critères d'évaluation des offres. Il ne suffit pas de reprendre simplement l'énoncé employé dans l'appel d'offres. Pour faciliter l'évaluation des offres, le Canada demande aux soumissionnaires d'aborder et de présenter les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation et en utilisant les mêmes en-têtes. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent renvoyer aux différentes sections de leurs offres en identifiant de manière précise le paragraphe et le numéro de page où l'on a déjà abordé le sujet.

QUESTION 2

Pièce jointe 1 – Évaluation de la phase 1 – Tableau des réponses des soumissionnaires – Exigence O1.2 L'exigence O1.2 concernant l'expérience de mise en œuvre de la variante des perceptions et décaissements du secteur public (PSCD) de SAP ou de la variante CD de SAP exige que les trois (3) projets que le soumissionnaire évoque pour répondre à cette exigence aient été réalisés au cours des dix (10) dernières années. L'exigence C2.2 dans laquelle on précise la valeur nominale de cette exigence ne requiert pas que les trois (3) clients cités à titre de référence correspondent aux projets réalisés au cours des dix (10) dernières années.

L'État peut-il préciser si on souhaite que ces exigences soient différentes? Sinon, l'État peut-il préciser si les projets cités à titre de référence doivent avoir été réalisés au cours des dix (10) dernières années ou non et modifier ensuite la DP en conséquence?

RÉPONSE 2

Non, l'expérience doit avoir été acquise au cours des 10 dernières années.

QUESTION 3

Pièce jointe 1 – Évaluation de la phase 1 – Tableau des réponses des soumissionnaires – Exigence C1.6 En vertu de l'exigence C1.6, le soumissionnaire doit inclure le nom du client (soit le nom d'une société

ou d'une organisation) pour chaque mise en œuvre à grande échelle de SAP qu'il propose afin de répondre à cette exigence. Plusieurs des clients du soumissionnaire n'accepteront pas que leur nom soit divulgué pour des raisons de concurrence, de réglementation ou autres; cependant ils accepteront que leur projet soit identifié, mais uniquement de façon « masquée » ou « confidentielle » en précisant l'industrie (par exemple, un important détaillant à l'échelle mondiale) sans donner le nom de l'organisation ou de la société. En exigeant que chaque organisation ou société soit nommée, on limitera indûment le bassin des éventuels soumissionnaires auxquels on peut faire appel sans ajouter de valeur probante à l'évaluation de l'État.

En ce qui concerne la liste qu'on doit remettre en réponse à l'exigence C1.6, l'État permettra-t-il au soumissionnaire de « masquer » le nom de la société ou de l'organisation pour ensuite modifier la DP en conséquence?

RÉPONSE 3

À la Pièce jointe 1 – Évaluation de la phase 1 de la DDP, la modification suivante s'applique:

Supprimer:

EC1.6	Le soumissionnaire doit fournir la liste ventilée des projets d'envergure (plus de 20 millions de dollars canadiens) visant la mise en œuvre de SAP, menés au cours des dix dernières années de bout en bout (planification, conception, création, mise à l'essai et lancement) ou en cours en Amérique du Nord, y compris les noms des clients (nom de société ou d'organisation).	20 points	20 = Plus de 50 projets de mise en œuvre 16 = Plus de 40 projets de mise en œuvre 12 = Plus de 30 projets de mise en œuvre 8 = Plus de 20 projets de mise en œuvre 4 = Plus de 10 projets de mise en œuvre 0 = Moins de (ou équivalent à) 10 projets de mise en œuvre
-------	---	-----------	--

Insérer:

EC1.6	Le soumissionnaire doit fournir la liste ventilée des projets d'envergure (plus de 20 millions de dollars canadiens) visant la mise en œuvre de SAP, menés au cours des dix dernières années de bout en bout (planification, conception, création, mise à l'essai et lancement) ou en cours en Amérique du Nord, y compris les noms des clients (nom de société ou d'organisation).	20 points	20 = Plus de 50 projets de mise en œuvre 16 = Plus de 40 projets de mise en œuvre 12 = Plus de 30 projets de mise en œuvre 8 = Plus de 20 projets de mise en œuvre 4 = Plus de 10 projets de mise en œuvre 0 = Moins de (ou équivalent à) 10 projets de mise en œuvre
	<i>Pour la liste à être fournie, l'État permettra au soumissionnaire de « masquer » le nom de la société ou de l'organisation.</i>		

QUESTION 4

Pièce jointe 1 – Évaluation de la phase 1 – Tableau des réponses des soumissionnaires – Exigence C1.7
En vertu de l'échelle de cotation de cette exigence, 10 points sont alloués au « partenaire mondial dans le domaine des services et des opérations d'impartition » et 6 points au « partenaire mondial dans le domaine des services »

La formulation employée pour décrire le niveau de partenariat dans le domaine des services diffère légèrement dans chaque cas. L'État peut-il confirmer que les expressions « partenaire mondial dans le domaine des services » et « partenaire dans le domaine des services à l'échelle mondiale » qu'on utilise dans cette section ont le même sens et reposent sur un niveau identique de partenariat? Sinon, l'État peut-il préciser la différence entre ces deux niveaux de partenariat ou de services?

RÉPONSE 4

Oui, les deux expressions ont le même sens.

QUESTION 5

Pièce jointe 1 – Évaluation de la phase 1 – Tableau des réponses des soumissionnaires – Exigences C3.1 et C3.2 Cette exigence renferme les noms des sept (7) ressources principales, soit :

1. Responsable principal de la livraison;
2. Responsable des processus administratifs;
3. Responsable de la gestion du changement et de la formation;
4. Architecte de solutions;
5. Responsable technique;
6. Responsable des essais;
7. Responsable du déploiement.

... et exige du soumissionnaire qu'il présente un curriculum vitae soulignant l'expérience proposée du personnel lorsqu'il s'agit de réaliser des projets de SAP du début à la fin et de procéder à la mise en œuvre de la variante SAP PSCD ou SAP CD du début à la fin. Le tableau d'évaluation présente les points accordés à cette exigence et prévoit des points additionnels si chaque ressource possède plus de 5 années d'expérience SAP et une année d'expérience avec la variante industrielle PSCD ou SAP CD.

Alors que nous comprenons le besoin d'une expérience SAP et d'une expérience avec la variante industrielle PSCD ou SAP CD pour certaines de ces ressources responsables, notre expérience nous a enseigné que le rôle de responsable de la gestion du changement et de la formation et celui de responsable du déploiement ne devraient pas demander une telle expérience et qu'en exigeant celle-ci, on forcera le soumissionnaire à sacrifier des aptitudes dans les domaines de la gestion du changement et du déploiement en faveur de compétences au niveau du SAP ou du PSCD à des rôles qui, nous prétendons, ne demandent pas de telles aptitudes. Cela aura pour effet de limiter indûment le bassin de candidats que le soumissionnaire peut proposer pour ces rôles.

L'État supprimera-t-il l'exigence voulant que le responsable de la gestion du changement et de la formation et le responsable du déploiement possèdent une expérience SAP et PSCD pour obtenir un nombre de points maximal et évaluera-t-il leurs curriculum vitae en se basant sur la pertinence de leur expérience au niveau de la gestion du changement et du déploiement pour ensuite amender la DDP en conséquence?

RÉPONSE 5

Cette demande est refusée. Le critère demeure inchangé.

QUESTION 6

Pièce jointe 1 – Évaluation de la phase 1 – Tableau des réponses des soumissionnaires – Exigence C3.2
Le tableau d'évaluation pour l'exigence C3.2 prévoit 48 points pour une « équipe qualifiée moyenne ou mixte (plus de 70 % des ressources proposées possèdent plus de 5 années d'expérience) ». Le tableau d'évaluation prévoit 60 points si « toutes les ressources proposées comptent plus d'une année d'expérience » et 36 points si « plus de 50 % des ressources proposées comptent plus d'une année d'expérience ».

Les descriptions de 60 points et 36 points s'appliquent pour 1 année d'expérience, alors que la description de 48 points concerne 5 années d'expérience. L'État peut-il confirmer qu'on devrait interpréter la description de 48 points comme si elle concernait une année d'expérience et modifier la DP en conséquence?

RÉPONSE 6

ASFC : La version française demeurent inchangée

QUESTION 7

Pièce jointe 1 – Évaluation de la phase 1 - Tableau des réponses des soumissionnaires – Exigence C1.7
En vertu de l'échelle de cotation de cette exigence, 10 points sont alloués au « partenaire mondial dans le domaine des services et des opérations d'impartition » et 6 points au « partenaire mondial dans le domaine des services »

Nous comprenons que le niveau de « partenaire mondial des opérations d'impartition » avec SAP présente un résultat plus élevé, puisqu'il assure l'État à l'effet que le soumissionnaire a mis en place des méthodologies et des processus éprouvés pour étayer les demandes de l'ASFC de manière continue.

Dans le cas du Grand livre des comptes clients (GLCC), cela comprend l'application SAP, les interfaces permettant un lien aux applications de tiers et quelques autres composants. Nous croyons que l'État devrait tenter d'obtenir une certification qui couvre l'ensemble des applications du GLCC, ce que le niveau de certification demandé ne permet pas, puisque sa couverture se limite aux composants SAP. Nous prétendons qu'il existe d'autres certifications généralement acceptées à la grandeur de l'industrie, incluant ITIL et CMMI, qui procureraient un niveau d'assurance couvrant toutes les applications, incluant SAP. Ou encore, nous proposons que l'expérience du soumissionnaire, lorsqu'il s'agit d'apporter un soutien au niveau des applications, comme en témoigne la taille de son entreprise de soutien aux applications ou l'entreprise globale de soutien aux applications qui comprend SAP dans le cadre du portefeuille d'applications, constitue une autre façon d'acquiescer cette assurance.

L'État pourrait-il accepter la certification ITIL ou CMMI en guise d'alternative à la certification de Partenaire mondial des opérations d'impartition? Ou encore, l'État pourrait-il accepter une preuve de la taille de la pratique du soumissionnaire dans le domaine du soutien aux applications à la place d'une telle certification?

RÉPONSE 7

La Couronne n'accepte pas cette demande.

QUESTION 8

Pièce jointe 1 – Évaluation de la phase 1 – Tableau des réponses des soumissionnaires – Exigences C2.1, 2.2 et 2.3. Dans la description des exigences des projets cités en référence, l'État demande un « budget du projet par phase (dont on a défini la portée à l'origine et calculé le prix véritable) ». Plusieurs de nos clients sont mal à l'aise de divulguer ce niveau de détail en raison de la nature confidentielle/concurrentielle de l'information, sans compter que cette exigence peut limiter indûment les projets que le soumissionnaire peut utiliser à titre de référence.

L'État envisagerait-il de modifier cette exigence pour l'harmoniser davantage avec les autres demandes de projet de référence qu'on retrouve dans la DP? Par exemple, l'État envisagerait-il de remplacer le passage « budget du projet par phase (dont on a défini la portée à l'origine et calculé le prix véritable) » par « décrire la mesure dans laquelle on a complété le projet à temps, dans les limites du budget et conformément aux objectifs établis »? Ou encore, l'État acceptera-t-il la confirmation à l'effet que le budget du projet dépassait les exigences C2.1 et C2.3 (20 M\$ pour l'exigence C2.1 et 20 M\$ – avec un projet de plus de 30 M\$ pour l'exigence C2.3)?

RÉPONSE 8

À la **PIÈCE JOINTE 1 ÉVALUATION DE LA PHASE 1 TABLEAU DE RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE**, de la DDP, modifier comme suit:

Supprimer EC2.1, EC2.2 et EC2.3, dans son entier.

Insérer:

EC2.1	Renseignements sur l'expérience de la mise en œuvre de SAP ERP	<p>Le soumissionnaire doit montrer qu'il possède de l'expérience récente (10 dernières années) de la réalisation de bout en bout (planification, conception, création, mise à l'essai et lancement) de trois projets d'envergure (plus de 20 millions de dollars canadiens) visant la mise en œuvre de SAP ERP, en fournissant les renseignements suivants :</p> <p>Nom du client, nom de la personne-ressource du client et renseignements pertinents (numéro de téléphone et courriel), durée du projet (y compris les dates de début et de fin), description du défi opérationnel, description du projet (y compris les solutions technologiques), confirmation que le budget</p>	30 points	<p>30 = Il fournit le nombre requis de références de clients (3) et indique clairement tous les renseignements exigés; tous les exemples fournis représentent des projets de plus de 20 millions de dollars</p> <p>18 = Il fournit le nombre requis de références de clients (3) et indique clairement tous les renseignements exigés; au moins l'un des exemples fournis représente un projet de plus de 20 millions de dollars</p> <p>6 = Il fournit le nombre requis de références de clients (3) mais ne fournit pas tous les renseignements exigés, ou ceux-ci ne sont pas clairement définis</p>
-------	--	--	-----------	--

		du projet a dépassé 20 millions de dollars CAD ", description des principales réalisations, description des principaux enjeux et défis et de la façon dont ils ont été réglés, description de l'expérience acquise grâce au projet.		
EC2.2	Renseignements sur l'expérience de la mise en œuvre de PSCD SAP ou d'une variante RD SAP	<p>Le soumissionnaire doit montrer toute l'expérience qu'il possède relativement à la réalisation de bout en bout (planification, conception, création, mise à l'essai et lancement) de projets de mise en œuvre de PSCD SAP ou d'une variante RD SAP, en fournissant les renseignements suivants :</p> <p>Nom du client, nom de la personne-ressource du client et renseignements pertinents (numéro de téléphone et courriel), durée du projet (y compris les dates de début et de fin), description du défi opérationnel, description du projet (y compris les solutions technologiques), confirmation que le budget du projet a dépassé 20 millions de dollars CAD ", description des principales réalisations, description des principaux enjeux et défis et de la façon dont ils ont été réglés, description de l'expérience acquise grâce au projet.</p>	60 points	<p>60 = Il fournit au moins trois références de clients, dont au moins trois visent des projets de mise en œuvre de PSCD SAP</p> <p>48 = Il fournit au moins trois références de clients, dont au moins deux visent des projets de mise en œuvre de PSCD SAP</p> <p>32 = Il fournit plus de trois références de clients, mais aucune d'entre elles ne vise un projet de mise en œuvre de PSCD SAP</p> <p>24 = Il fournit moins de trois références de clients, et seulement une d'entre elles vise un projet de mise en œuvre de PSCD SAP</p> <p>12 = Il fournit des références de clients qui visent des projets de mise en œuvre d'une variante RD SAP, mais aucune référence de client ne vise un projet de mise en œuvre de PSCD SAP</p> <p>0 = Il ne fournit pas de références de clients qui visent des projets de mise en œuvre de PSCD SAP, ni d'une variante RD SAP</p>
EC2.3	Renseignements sur l'expérience du secteur public	Le soumissionnaire doit montrer qu'il possède de l'expérience de la réalisation de bout en bout (planification, conception,	10 points	10 = Il fournit le nombre requis de références de clients (3) dans le secteur public en Amérique du Nord, et tous les projets visent des

		<p>création, mise à l'essai et lancement) de trois projets d'envergure (plus de 20 millions de dollars canadiens) visant des solutions prêtes à l'emploi (de préférence SAP) dans l'industrie du secteur public en Amérique du Nord, en fournissant les renseignements suivants :</p> <p>Nom du client, nom de la personne-ressource du client et renseignements pertinents (numéro de téléphone et courriel), durée du projet (y compris les dates de début et de fin), description du défi opérationnel, description du projet (y compris les solutions technologiques), confirmation que le budget du projet a dépassé 20 millions de dollars CAD ", description des principales réalisations, description des principaux enjeux et défis et de la façon dont ils ont été réglés, description de l'expérience acquise grâce au projet.</p>		<p>solutions SAP et ont une valeur de plus de 20 millions de dollars; au moins un des projets s'élève à plus de 30 millions de dollars</p> <p>8 = Il fournit le nombre requis de références de clients (3) dans le secteur public en Amérique du Nord, et tous les projets visent des solutions SAP et ont une valeur de plus de 20 millions de dollars</p> <p>6 = Il fournit le nombre requis de références de clients (3) dans le secteur public en Amérique du Nord, et deux des projets visent des solutions SAP</p> <p>4 = Il fournit le nombre requis de références de clients (3) dans le secteur public en Amérique du Nord, et l'un des projets vise une solution SAP</p> <p>2 = Il fournit au plus trois références de clients dans le secteur public en Amérique du Nord, et aucun des projets ne vise une solution SAP</p> <p>0 = Il ne fournit pas de références de clients dans le secteur public en Amérique du Nord</p>
--	--	---	--	---

QUESTION 9

Pièce jointe 1 – Évaluation de la phase 1 – Tableau des réponses des soumissionnaires – Exigences O1.1, O1.2 et C2.1, C2.2 et C2.3. On ne mentionne aucunement, dans la DP et dans le tableau des réponses des soumissionnaires, si le soumissionnaire peut utiliser la même référence afin de répondre à plusieurs exigences différentes. Par exemple, si le soumissionnaire croyait qu'une référence du soumissionnaire X répondait aux exigences O1.2, C2.1, C2.2 et C2.3, celui-ci proposerait d'utiliser cette même référence afin de répondre à chacune des exigences plutôt que de fournir une référence d'un autre client pour répondre à chaque exigence. Cette approche a été acceptée dans le cadre d'approvisionnements comparables récents du gouvernement fédéral.

L'État peut-il confirmer qu'il est possible d'utiliser une seule référence afin de répondre à plusieurs exigences en matière de références?

RÉPONSE 9

Une seule référence peut être utilisée pour répondre à plusieurs exigences en matière de références.

QUESTION 10

Pièce jointe 1 – Évaluation de la phase 1 – Tableau des réponses des soumissionnaires – Exigences O1.2 et C2.2 En vertu de l'exigence C2.2, le soumissionnaire « devrait faire la démonstration de toute son expérience lorsqu'il s'agit de procéder à la mise en œuvre intégrale de SAP PSCD ou d'autres variantes de SAP. » On précise ce qui suit dans le tableau d'évaluation : « 60 points = A fourni au moins trois références de clients dont au moins trois concernaient la mise en œuvre de SAP PSCD ».

Lues de façon globale, ces exigences semblent consister pour le soumissionnaire à soumettre plus de trois (3) références afin de répondre à cette exigence et pour l'État à vérifier les références et à évaluer chaque référence du soumissionnaire soumise en réponse à ce critère pour ensuite accorder autant de points que méritent toutes les références soumises.

L'État peut-il confirmer que cette interprétation est exacte? Par exemple, si le soumissionnaire a présenté cinq (5) références – 3 pour la variante PSCD et 2 pour la variante CD, alors qu'on lui a accordé le maximum des points pour 2 des références de PSCD, 0 point pour une des références de PSCD et le maximum des points pour les deux références relatives aux deux variantes CD, l'État évaluerait-il les 5 références et accorderait-il 48 points?

RÉPONSE 10

Oui, c'est exacte.

QUESTION 11

La section 2.3 (b) de la DP se lit comme suit : *Technical enquiries that are of a " " nature must be clearly marked " " at each relevant item. Items identified as proprietary will be treated as such unless Canada determines that the enquiry is not of a proprietary nature.*

L'État peut-il :

1. confirmer que le mot manquant entre les guillemets est *proprietary*?
2. confirmer que les questions de nature commerciale et lesquelles ont, selon le soumissionnaire, un caractère exclusif peuvent être soumises comme telles et feront l'objet d'une discrétion absolue dans le cadre de ce processus d'approvisionnement?

RÉPONSE 11

1. La version en français demeure inchangée.
2. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif.

QUESTION 12

La section 3.3 (a) (ii) (F) indique que « pour que l'expérience de travail soit considérée par le Canada, la soumission technique ne doit pas seulement indiquer le titre ». Le paragraphe d'introduction de cette section indique ce qui suit : « Curriculum vitæ des ressources proposées : La soumission doit comprendre les curriculum vitæ des ressources proposées dans l'énoncé des exigences ».

L'État utilise deux termes différents. L'État peut-il confirmer qu'ils font référence à la même exigence (l'exigence en ce qui a trait à la description de l'expérience des sept (7) ressources principales identifiées dans l'énoncé des travaux)? L'État peut-il aussi confirmer que ce qu'il s'attend à recevoir en réponse à cette exigence ce sont les curriculum vitæ détaillés énonçant l'expérience de ces sept (7) ressources principales, et non des biographies de haut niveau de celles-ci?

RÉPONSE 12

La version française demeure inchangée.

QUESTION 13

Section 3.4 (a) (i) et pièce jointe 2, Évaluation Phase 2 – Tableau de réponse des soumissionnaires

Cette section de la DP présente les exigences de la phase 2 relativement à la réponse technique, et exige que le soumissionnaire fournisse les curriculum vitæ des ressources proposées identifiées dans l'énoncé des besoins de la demande de soumissions et que le soumissionnaire démontre que chaque personne répond aux exigences de qualification décrites à la pièce jointe 2, Évaluation Phase 2 – Tableau de réponse des soumissionnaires.

- 1) L'État peut-il préciser si des curriculum vitæ sont requis dans le cadre de la réponse relative à la phase II et, dans l'affirmative, comment se distinguent-ils des curriculum vitæ inclus dans la réponse relative à la phase 1?
- 2) Le soumissionnaire n'a trouvé aucune exigence en matière de curriculum vitæ dans le tableau de réponse des soumissionnaires de la phase 2 ni d'exigence quant aux curriculum vitæ des ressources supplémentaires ou quant à des données additionnelles sur les ressources que le soumissionnaire a fournies dans la réponse relative à la phase 1.

RÉPONSE 13

- 1) Oui, des résumés devraient être inclus dans la réponse à la Phase 2. Se référer à la clause 3.4 a) de la DDP.
- 2) À la clause **3.4 Exigences de présentation des soumissions de la phase 2, a) Section I : Soumission technique Phase 2, La soumission technique de la phase 2 comprend ce qui suit**, de la DDP, modifier comme suit:

Supprimer 2.6 et 2.10, dans son entier.

Insérer:

2.6	Staffing / Resource Plan	<p>Est-ce que le soumissionnaire fourni un plan de dotation qui est aligné avec la matrice des responsabilités de l'ASFC (à la section 6.3 de EDT) utilisant les ressources principales qui possèdent une expérience SAP PGI.</p> <p>À l'appui de ce qui précède, le soumissionnaire devrait fournir les curriculum vitae de toutes les ressources principales (c'est à dire l'équipe qui mène dans les domaines mentionnés ci-dessous) qui sera doté de projet à compléter et qui déploiera la solution ARL, mettant en évidence la nature et les années d'expertise et d'expérience dans implémentations de début à la fin de SAP PGI (planification, conception, construction, essais, déploiement). Ressources principales:</p>	10 points	<p>10 = très fort (définition claire des rôles et des responsabilités qui sont alignés avec la matrice des responsabilités de l'ASFC, et toutes les ressources présentées ont plus de 5 ans d'expérience SAP ERP).</p> <p>8 = For (rôles et responsabilités qui sont alignés avec la matrice des responsabilités de l'ASFC, et plus de 70% des ressources présentées ont plus de 5 ans d'expérience SAP ERP).</p> <p>6 = Moyen (rôles et responsabilités qui sont alignés avec la matrice des responsabilités de l'ASFC, et plus de 50% des ressources présentées ont plus de 5 ans d'expérience SAP ERP).</p> <p>4 = Faible (les rôles et les responsabilités qui ne sont pas alignés avec la matrice des responsabilités de l'ASFC).</p> <p>2 = très faible (rôles et responsabilités mal définis)</p> <p>0 = Pas de réponse</p>
-----	--------------------------	---	-----------	--

		'Senior Delivery Lead'; 'Business Process Lead'; 'Change Management and Training Lead'; 'Solution Architect'; 'Technical Architect'; 'Testing Lead'; 'Deployment Lead'.		
2.10		<p>Le soumissionnaire devrait fournir des résumés de toutes les ressources de l'équipe de formation.</p> <p>Quelle est l'expérience de leur équipe (en nombre d'années) explicitement à la planification, la création et la prestation de la formation de l'utilisateur final?</p>	5 points	<p>5 = Expérience très importante. (Plus de 50 % de l'équipe a moins de trois ans d'expérience en formation.)</p> <p>4 = Expérience importante. (Plus de 50 % de l'équipe a plus de deux ans d'expérience en formation.)</p> <p>3 = Expérience moyenne. (Plus de 50 % de l'équipe a plus d'un an d'expérience en formation.)</p> <p>2 = Faible expérience. (Plus de 50 % de l'équipe a plus de six mois d'expérience en formation.)</p> <p>1 = Très faible expérience. (Plus de 50 % de l'équipe a moins de six mois d'expérience en formation.)</p> <p>0 = Aucune réponse.</p>

Supprimer:

(ii) Substantiation of Technical Compliance Form, dans son entier.

QUESTION 14

Section 4.4 (a) Cet article exige que la réponse du soumissionnaire doit, entre autres, «d'obtenir la note de passage requis pour les critères notés identifiés dans cette demande de soumissions pour être déclarée recevable».

Le soumissionnaire n'a pas pu identifier les notes de passage requises dans le formulaire de

soumissionnaire de la Phase 1 ou de la phase 2. La Couronne peut-elle s'il vous plaît confirmer qu'il n'y a pas de notes de passage requises applicables à cette sollicitation?

RÉPONSE 14

À la clause **4.4 Méthode de sélection** de la DDP, modifier comme suit:

Supprimer:

- (a) Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions, satisfaire à tous les critères d'évaluation obligatoires et obtenir la note de passage indiquée pour les critères cotés indiqués dans la demande de soumissions.

Insérer:

- (a) Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation obligatoires indiqués dans la demande de soumissions.

QUESTION 15

Section 7.22 - Cette section se réfère aux Services de transition et stipule: L'entrepreneur convient que, durant la période menant à la fin du contrat et jusqu'à un maximum de trois mois subséquents, il déploiera tous les efforts raisonnables pour aider le Canada pendant la transition entre ce contrat et le nouveau contrat conclu avec le nouvel entrepreneur. L'entrepreneur convient qu'aucuns frais ne seront facturés pour ces services.

La Couronne pourrait-elle s'il vous plaît préciser la portée et le volume attendu de ces services d'aide à la transition?

RÉPONSE 15

À la Clause **7.22 Services de transition à la fin du contrat** de la DDP, supprimer dans son entier.

QUESTION 16

La Pièce-jointe 3 - Formulaire de soumission. La section de la certification du contenu canadien de ce formulaire stipule "Comme décrit dans la demande de soumissions, la préférence sera donnée aux soumissions qui auront au moins 80p. 100 de contenu canadien.

Le soumissionnaire n'a pas pu trouver dans la sollicitation la description de cette préférence et comment elle sera évaluée. Est-ce que la Couronne pourrait s'il vous plaît diriger le soumissionnaire à la description dans la sollicitation et clarifier sur la façon dont cette préférence seront évaluée?

RÉPONSE 16

À la PIÈCE-JOINTE 3 FORMULAIRES DU SOUMISSIONNAIRE, supprimer dans son entier.

Insérer:

PIÈCE-JOINTE 3 FORMULAIRES DU SOUMISSIONNAIRE

FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION		
Dénomination sociale du soumissionnaire Bidder's full legal name <i>[Note aux soumissionnaires: Les soumissionnaires qui font partie d'un groupe de sociétés doivent prendre soin d'identifier la bonne société en tant que soumissionnaire.]</i>		
Représentant autorisé du soumissionnaire aux fins d'évaluation (p. ex., pour des précisions)	Nom	
	Titre	
	Adresse	
	N° de téléphone	
	N° de télécopieur	
	Courriel	
Numéro d'entreprise-approvisionnement (NEA) [voir les <i>Instructions et conditions uniformisées</i> de 2003. <i>[Note à l'intention soumissionnaires: S'il vous plaît assurez-vous que le NEA que vous fournissez correspond à la dénomination sociale sous laquelle vous avez soumis votre candidature. S'il ne correspond pas, le soumissionnaire sera déterminé sur la base du nom légal prévu, et non sur le NEA et le soumissionnaire sera tenu de soumettre le NEA qui correspond au nom légal du soumissionnaire.]</i>		

<p>Anciens fonctionnaires</p> <p>Pour obtenir une définition d'« ancien fonctionnaire », voir la clause intitulée « Attestation pour ancien fonctionnaire », dans la partie 5 de la demande de soumissions.</p>	<p>Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire touchant une pension tel que le définit la demande de soumissions?</p> <p>Oui ____ Non ____</p> <p>Si oui, fournir l'information requise dans la clause de la partie 5, intitulée « Attestation pour ancien fonctionnaire ».</p>	
	<p>Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu des dispositions d'un programme de réduction des effectifs?</p> <p>Oui ____ Non ____</p> <p>Si oui, fournir l'information requise dans la clause de la partie 5, intitulée « Attestation pour ancien fonctionnaire ».</p>	
<p>Attestation du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi (le Programme) : Si le soumissionnaire n'y est pas assujetti, en indiquer la raison à droite. Si le soumissionnaire ne fait pas partie des exceptions énumérées à droite, les exigences du Programme s'appliquent et le soumissionnaire doit:(a)transmettre au ministère des RHDC le formulaire LAB 1168, Attestation d'engagement pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi, DUMENT SIGNÉ; ou(b)indiquer son numéro d'attestation valide confirmant qu'il se conforme au Programme.Les soumissionnaires doivent joindre à leur soumission l'attestation relative au Programme ou le formulaire LAB 1168 signé. Si cette information n'accompagne pas la soumission, elle doit être fournie sur demande de l'autorité contractante durant l'évaluation.</p>	<p>En apposant ma signature ci-après, j'atteste également, au nom du soumissionnaire, que ce dernier [cocher la case appropriée] :</p>	
	<p>(a) n'est pas assujetti aux exigences du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi (le Programme), puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés permanents à temps plein ou à temps partiel;</p>	
	<p>(b) n'est pas assujetti au Programme, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la <i>Loi sur l'équité en matière d'emploi</i>;</p>	

	<p>(c) est assujetti aux exigences du Programme, puisqu'il compte un effectif de 100 employés permanents ou plus à temps plein ou à temps partiel au Canada, mais il n'a pas obtenu auparavant un numéro d'attestation du ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences (RHDC) (n'ayant pas soumissionné des marchés de 200 000 \$ ou plus); dans ce cas, un certificat d'engagement dûment signé est joint à la présente); OU</p>
	<p>(d) est assujetti au Programme et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro: _____ (c.-à-d. qu'il n'a pas été déclaré « non admissible » par le ministère RHDC).</p>
<p>Nombre d'ETP [Les soumissionnaires doivent indiquer (pour tous les volets applicables) le nombre total de postes à temps plein qu'ils devraient créer et maintenir si le contrat leur est attribué. Ces renseignements sont fournis à titre d'information seulement et ne seront pas utilisés lors de l'évaluation.]</p>	
<p>Niveau d'attestation de sécurité du soumissionnaire</p> <p><i>[indiquer le niveau et la date d'attribution]</i></p> <p>{Note à l'intention soumissionnaires: S'il vous plaît assurez-vous que la cote de sécurité correspond au nom légal du soumissionnaire. S'il ne correspond pas, la cote de sécurité n'est pas valide pour le soumissionnaire.}</p>	
<p>En apposant ma signature ci-après, j'atteste, au nom du soumissionnaire, que j'ai lu la demande de propositions (DP) en entier, y compris les documents incorporés par renvoi dans la DP et que :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. le soumissionnaire considère qu'il a les compétences et que ses produits sont en mesure de satisfaire les exigences obligatoires décrites dans la demande de soumissions; 2. cette soumission est valide pour la période exigée dans la demande de soumissions; 3. toutes les informations fournies dans l'offre est complète, véridique et exacte; et 4. si un contrat est attribué au soumissionnaire, ce dernier se conformera à toutes les modalités énoncées dans les clauses concernant le contrat subséquent et comprises dans la demande deSoumissions. 	
<p>Signature du représentant autorisé du soumissionnaire</p>	

QUESTION 17

Section 7.18 (a) Cette section indique que l'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable lui permettant de prolonger la période soutien du logiciel d'une période de 12 mois additionnelle.

La section 7.5 (i) de la DP exige que le soumissionnaire accepte de prolonger la durée du contrat d'au plus deux (2) périodes optionnelles supplémentaires d'un an et la section 2 du tableau des prix exige que le soumissionnaire indique le prix de deux (2) années d'option pour les services de soutien de niveaux supérieurs pour le grand livre clients.

L'État peut-il préciser si le soumissionnaire doit s'engager et fournir le prix pour une (1) ou deux (2) années d'option pour les services de soutien de niveaux supérieurs pour le grand livre clients?

RÉPONSE 17

Le soumissionnaire doit s'engager et donner un prix pour deux (2) années d'option pour les services de soutien ARL de support supérieur.

QUESTION 18

Dans le titre, les sections 3.4 et 5.6 de l'ÉDT décrivent les services de soutien de niveaux supérieurs pour le grand livre clients comme étant optionnels. Cela diffère du libellé de l'ÉDT qui indique que « l'entrepreneur devra fournir des services de soutien de deuxième et troisième niveaux pour la solution de grand livre clients », et du tableau des prix qui exige que le soumissionnaire fournisse un prix pour ces services.

L'État peut-il préciser si les services de soutien de la solution de grand livre clients sont en fait des services optionnels ou obligatoires aux termes de cette demande de soumissions?

RÉPONSE 18

Les services de soutien Solution ARL sont facultatifs et doivent être fournis à la demande du client. Les soumissionnaires sont tenus de fournir des prix pour ces services.

QUESTION 19

S'il vous plaît aviser si ils sont ou ont été des entrepreneurs autres que Forrester Research et Meijin conseil pour la prestation de ces services dans le passé? Si oui, quelle (s) compagnies ont livré des services et quelle était la valeur du contrat (s)?

RÉPONSE 19

Ci-dessous sont les firmes ayant promulgué des services pour le projet ARL depuis 2012.

Contrats ARL de 2012 à aujourd'hui

Vendeur	Valeur totale des contrats
---------	----------------------------

Solicitation No. - N° de l'invitation

47060-148584/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

1000318584

Amd. No. - N° de la modif.

001

File No. - N° du dossier

609e147060-148584

Buyer ID - Id de l'acheteur

609e1

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Calian	\$ 85,059.20
Emerion	\$ 5,524,206.66
GSI International	\$ 182,026.67
Maplesoft	\$ 32,592.00
MGIS Inc	\$ 125,193.07
Systematix	\$ 273,055.33
Teksystems	\$ 2,590,320.66
Veritaaq	\$ 60,242.33

Ci-dessous sont les firmes ayant promulgué des services pour le projet CARM depuis 2012

Contrats CARM de 2012 à aujourd'hui	
Vendeur	Valeur totale des contrats
BPM Consulting	\$ 41,788.00
Coradix	\$ 272,899.20
Deloitte	\$ 1,700,000.00
Emerion	\$ 3,856,150.53
Empowered	\$ 276,613.00
Excel	\$ 219,340.00
Forrester	\$ 124,215.00
Gartner	\$ 258,000.00
Ibiska	\$ 276,055.67
Interis	\$ 103,496.83
Lumina IT	\$ 48,672.00
Maplesoft	\$ 209,813.00
NavPoint	\$ 487,361.00

Nisha Technologies	\$	366,155.07
Price Waterhouse Cooper	\$	156,136.00
RFP Solutions	\$	12,136.00
S.I. Systems	\$	76,588.50
Sole Source (Pararye, Richard)	\$	5,375.00
SOMOS	\$	26,255.13
TekSystems	\$	1,469,522.70
Veritaaq	\$	655,563.37

À la clause **1.4 Conflit d'intérêts** de la DDP, supprimer dans son entier:

Insert:

1.4 Conflit d'intérêts

(a) Afin d'éviter les conflits d'intérêts, l'apparence de conflit d'intérêts, les avantages indus ou l'apparence d'avantages indus, les entrepreneurs énumérés ci-dessous ont convenu qu'ils, un de leurs sous-traitants ou un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, qui travaillent ou ont travaillé à la réalisation des travaux dans le cadre de contrats, doivent :

- (i) éviter d'échanger ou de fournir des renseignements à un tiers concernant la mise en œuvre de la solution de grand livre clients pour l'ASFC ou les processus d'approvisionnement relatifs aux travaux de suivi qu'ils pourraient avoir obtenus dans le cadre de l'exécution des travaux prévus dans le contrat conclu avec le Canada;
- (ii) éviter de préparer, de participer à la préparation ou de formuler des conseils lors de la préparation de toute soumission en réponse à une demande de soumissions ayant trait à la mise en œuvre de la solution de grand livre clients pour l'ASFC;
- (iii) éviter d'agir, ou de proposer d'agir, en qualité d'entrepreneur, de membre d'une coentreprise ou de sous-traitant d'un tiers qui présente une soumission liée au contrat requis en vue de la mise en œuvre de la solution de grand livre clients pour l'ASFC.

- 1. Forrester Research Inc.;**
- 2. Meijin Consulting Inc.;**
- 3. Emerion; and**
- 4. NavPoint Consulting Group Inc.**

Si un contrat est attribué à la suite de la demande de soumissions 47060-148584/A, les fournisseurs et les particuliers énumérés ci-dessus peuvent être proposés par le soumissionnaire retenu à titre de sous-traitants. Le soumissionnaire auquel le contrat est attribué doit respecter

les dispositions du contrat, y compris l'article 06 des Conditions générales 2035, lorsqu'il conclut des contrats de sous-traitance.

QUESTION 20

Après avoir examiné la répartition des points pour C3.2 nous pensons qu'il peut y avoir une faute de frappe en ce qui concerne le nombre d'années d'expérience nécessaire pour obtenir la totalité des points.

RÉPONSE 20

Se référer à la Réponse 7

QUESTION 21

En outre, étant donné que de nombreuses variantes de projets de CD SAP fonctionnent sont généralement pour plus d'un an, est-ce que la Couronne favoriserait des soumissionnaires qui proposent des ressources ayant une expérience supérieure à 1 an (par exemple 3 ans d'expérience ou plus) pour un maximum de points.

RÉPONSE 21

Cette demande est refusée. Le critère demeure inchangé.

QUESTION 22

Les critères cotés C2.1, C2.2 et C2.3 stipule que pour les projets référés, les soumissionnaires doivent fournir le "budget par phase (à l'origine une portée limitée et le prix réel encourus)". Alors que nos clients sont prêts à partager les budgets globaux du projet, nombre d'entre elles n'ont pas conservé des records de budget de vs réels ou préfèrent ne pas rendre cette information publique. La Couronne pourrait-elle confirmer que si les soumissionnaires ne sont pas en mesure de fournir le budget vs réel par phase pour toutes les références ce ne sera pas le résultat dans les soumissionnaires de perdre des points pour ces critères? Alternativement, la Couronne pourrait envisager de modifier ces conditions de demander que la valeur du projet?

RÉPONSE 22

Se référer à la réponse 8 de la présente.

LE CHANGEMENT SUIVANT S'APPLIQUE À LA DDP:

À la clause **2.2 Présentation des soumissions de la DDP**, la modification suivante s'applique:

Supprimer:

- (a) Les soumissions techniques présentées en réponse à la **Phase 1** de cette demande de soumission doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), au plus tard le **7 juillet, 2014**,
14h00 heure normale de l'Est, à l'endroit indiqués indiqué ci-après:

Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux

Module de réception des soumissions

Portage III, 0A1

11, rue Laurier

Gatineau (Québec) K1A 0S5

Insérer:

- (a) Les soumissions techniques présentées en réponse à la **Phase 1** de cette demande de soumission doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), au plus tard le **11 juillet, 2014, 14h00** heure normale de l'Est, à l'endroit indiqués indiqué ci-après:

Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux

Module de réception des soumissions

Portage III, 0A1

11, rue Laurier

Gatineau (Québec) K1A 0S5

TOUTS LES AUTRES TERMES ET CONDITIONS DEMEURENT INCHANGÉS